Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 42 (2005)
Heft: 1644

Artikel: Le libéralisme trahi par les libéraux
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1013506

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 05.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Domaine Public
domainepublic.ch

Le libéralisme trahi par les libéraux

L'emprise de l'économie a dévoyé le projet d'une société d'individus autonomes et égaux. Cependant, l'émancipation des personnes reste l'horizon politique de toute pensée libérale.

Le libéralisme n'a pas bonne presse. Instigateur de la déréglementation et du libre-échange, il est accusé de tous les maux par la gauche et une partie croissante de l'opinion: chômage, approfondissement des inégalités, dictature de l'argent, exploitation abusive des ressources naturelles. Un autre monde est possible, suggèrent les altermondialistes, qui peinent à esquisser les contours d'un dépassement du capitalisme.

L'Etat social jouit encore d'une assez large adhésion. Mais si une majorité en revendique encore les prestations, elle renâcle de plus en plus à en payer le prix. Les récentes votations vaudoises et genevoises en témoignent. Le coût croissant de la politique sociale inquiète, et pas seulement les tenants libéraux d'un Etat amaigri. On ressent plus ou moins clairement que cette course-poursuite entre une dynamique économique incapable de satisfaire les besoins de chacun et un Etat social chargé de combler ces lacunes conduit à une impasse.

Dans un ouvrage récent, l'éthicien de l'économie Peter Ulrich, professeur à l'Université de Saint-Gall, propose une réflexion stimulante qui vise à renouer les fils rompus du couple de l'économie et de la politique.

Les penseurs du libéralisme originaire ont rêvé d'une société de citoyens libres et égaux, capables de développer de manière autonome leurs projets de vie, tout en gérant en commun la chose publique, la *res publica*. Chez eux point de distinction entre libéralisme politique et économique: le bourgeois - *homo economicus* - et le citoyen ne font qu'un. L'Etat n'est pas un mal nécessaire, mais l'incarnation républicaine d'une collectivité qui garantit les libertés et les droits individuels.

Le développement explosif et sans contrainte de l'économie dans la deuxième moitié du XIXe siècle signe la fin de la synthèse libérale. La bourgeoisie délaisse son projet d'émancipation politique au profit de ses intérêts économiques immédiats; les radicaux deviennent conservateurs. Et c'est au mouvement ouvrier qu'il revient désormais de conquérir les réformes sociales contre la bourgeoisie. Les néo-libéraux d'aujourd'hui n'ont rien inventé. Déjà le concept de libéralisme est réduit à son étroite dimension économique, la liberté n'étant plus vantée que lorsqu'elle s'applique au marché.

continue en page 2

JAA 1450 Sainte-Croix
Annoncer les rectifications d'adresses

Sommaire

L'écart entre PIB et PNB creuse les inégalités sociales. *page 2*
Les salaires des fonctionnaires stagnent. *page 3*
L'Union européenne crée un marché intérieur. page 4
Les conditions cadres priment sur une fiscalité généreuse. *page 5*
Le Prix Dentan 2005 à Jean-Luc Benoziglio. *page 6*
Hodler et Genève. page 7
Le Feuilleton d'Anne Rivier. *page 8*

Lötschberg

Le nouvel Airbus géant vole la vedette au au tunnel entre Valais et Berne. La faute à l'isolement de la Suisse qui paie de sa poche les transits alpins pour tout le continent.

Edito en page 3

6 mai 2005
Domaine Public nº 1644
Depuis quarante-deux ans, un regard différent sur l'actualité

Les fondements structurels de l'inégalité sociale

L'écart entre le PIB, stable, et le revenu national, en augmentation, à partir de 1993, s'ouvre sur des riches qui s'enrichissent et des pauvres qui s'appauvrissent.

Comparée aux économies des pays de l'OCDE, l'économie suisse se signale par son taux de croissance faible. Elle serait même la dernière de la classe de dix-neuf pays industrialisés, si l'on choisit comme référence le produit intérieur brut (PIB).

A plusieurs reprises dans *Domaine Public*, nous avons contesté ces comparaisons. Elles ne tiennent pas compte des investissements suisses opérés à l'étranger qui représentent une fortune gigantesque, qu'il s'agisse des filiales des grandes multinationales ou des placements bancaires. Si l'on englobe ces facteurs, la référence est alors le produit national brut (PNB). Dans une étude, publiée ce printemps par l'Institut Créa de macroéconomie appliquée de l'Université de Lausanne, Jean-Christian Lambelet et Claudio Sfreddo reprennent les comparaisons en intégrant le rendement de la fortune suisse et calculent le revenu national brut, dont ils déterminent, après correction tenant compte de l'inflation, la valeur réelle. Sur cette base appliquée à une longue période, la Suisse améliore son classement et gagne deux rangs.

Les dividendes pour les riches

Mais l'intérêt de l'étude est la mise en évidence, dès les années nonante, de l'évolution divergente du revenu national brut et du produit intérieur. De 1990 à 1992, l'un et l'autre stagnent. Mais dès 1993, le revenu national décolle fortement.

Les auteurs commentent en ces termes: «Cela peut expliquer pourquoi il n'y avait pas - pour ceux qui ont vécu cette période troublée et troublante - guère d'indications d'une panne ou a fortiori d'un déclin du bien-être national en Suisse. C'est-à-dire qu'on n'avait ni le sentiment ni des raisons de penser que le pays s'appauvrissait - et cela malgré la montée du chômage.» Curieux, la montée du chômage n'aurait pas entamé le bien-être matériel national!

En fait, l'écart PIB-revenu national signifie, dès 1993, un renforcement des inégalités sociales. Car le rendement de la fortune suisse à l'étranger à qui est-il redistribué? Aux actionnaires des multinationales, des grandes banques, aux possesseurs des grandes fortunes. Dans la même période s'instaure la compression des dépenses publiques, la stagnation des salaires réels. Dés cette date, on n'avait le sentiment et des raisons de penser (pour reprendre la formule des auteurs) que se renforçaient les inégalités sociales, qu'il y avait plus de riches riches et plus de pauvres pauvres. Deux lignes de graphiques qui se disjoignent: preuve de la distorsion accrue de la condition sociale en Suisse. *ag*

Suite de la première page

Le libéralisme trahi par les libéraux

Nous voici bien loin de cette société où la liberté des uns trouve ses limites éthiques dans la revendication des autres à cette même liberté. Non pas une liberté formelle, mais une liberté qui dans le quotidien de la vie permet à chacun de faire des choix. Une liberté dont l'exercice présuppose des conditions de vie socio-économiques décentes pour tous.

Certes le développement des assurances sociales et de leurs prestations a permis de tempérer la dureté de la compétition économique. Mais, s'interroge Peter Ulrich, le progrès social, au sens libéral de l'extension des libertés, ne consisterait-il pas plutôt à restreindre les transferts financiers dont bénéficient les moins favorisés, au profit d'une politique d'émancipation des personnes. Ce changement de perspective implique qu'on se penche sur les conditions sociales et économiques à même de développer ces libertés: des droits tels que l'accès à la formation, au savoir, au crédit, de manière à ce que toutes celles et ceux qui en ont la volonté puissent devenir ces «entrepreneurs» dont les libéraux nous chantent les mérites, et dont si peu disposent réellement.

A ces droits d'exercer librement une activité dans le cadre d'une économie de marché doit s'ajouter le droit de s'émanciper au moins partiellement de la contrainte de la compétition économique. Pour autant qu'on prenne au sérieux l'exigence libérale de l'autonomie des individus. Cette autonomie passe par le droit à un revenu de base pour tous - la fameuse allocation universelle - qui permettrait de vivre cette autonomie à celles et ceux qui, pour diverses raisons, ne peuvent pleinement intégrer le marché.

Le passage d'une politique sociale compensatoire à une politique visant à l'établissement d'une société d'individus libres et égaux en droit, voilà un véritable enjeu politique, une possibilité de dépasser les frontières artificielles d'un économisme étroit, de trouver un sens à une société où les gains constants de productivité ne produisent pas l'émancipation promise. *jd*

Peter Ulrich, *Zivilisierte Marktwirtschaft. Eine wirtschaftsethische Orientierung*, Herder, Freiburg, 2005.

IMPRESSUM

Rédacteur responsable: **Jacques Guyaz (jg)**

Rédaction: **Marco Danesi (md)**

Ont collaboré à ce numéro:
Jean-Daniel Delley (jd); Carole Faes (cf); André Gavillet (ag); Daniel Marco; Roger Nordmann (rn); Anne Rivier; Albert Tille (at)

Prix Dentan: **Jean Kaempfer**

Responsable administrative: **Anne Caldelari**

Impression: **Imprimerie du Journal de Sainte-Croix**

Administration, rédaction:
Saint-Pierre 1, cp 5963, 1002 Lausanne
Téléphone: 021/312 69 10

E-mail:
redaction@domainepublic.ch
administration@domainepublic.ch

www.domainepublic.ch